

**Affaire suivie par :**

Delphine BERTUS

Elie PIOGER

Service santé et sécurité au travail

Tel : 02.43.83.30.22/ 02.44.02.24.47

Mail : [hygienesecurite@univ-lemans.fr](mailto:hygienesecurite@univ-lemans.fr)

<b>Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)</b>
---

**Entretien et maintenance des ascenseurs et  
Monte-charge  
Lot 1**

**Campus du Mans et Campus de Laval**

**Le Mans Université**

## **Sommaire**

<b>A/ DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>3</b>
I.   Objet.....	3
II.  Textes applicables.....	3
III. Aide technique.....	4
<b>B/ MAINTENANCE DES INSTALLATIONS.....</b>	<b>4</b>
I.   Généralités .....	4
II.  Obligation et responsabilités du prestataire .....	4
1)Astreinte.....	5
2)Etats des lieux – Remise du matériel et équipement.....	5
3)Etude de sécurité.....	5
4)Rapport annuel d’activité.....	6
III. Définition des prestations .....	6
1)Prestations minimales .....	7
2)Prestations étendues.....	10
3)Dispositif de téléalarme .....	10
4)Prestation hors opération de maintenance.....	11
IV.  Modalités d’exécution des prestations .....	11
1)Horaires et délais .....	11
2)Gestion des stocks.....	13
3)Fournitures de consommables et pièce de rechange .....	13
4)Outillage .....	13
5)Gestion des déchets.....	14
V.   Suivi de la maintenance .....	14
VI.  Règles de sécurité.....	15
1)Règles de sécurité .....	15
2)Plan de prévention .....	16
<b>C / PERSONNEL DU TITULAIRE.....</b>	<b>16</b>
I.   Personnel affecté sur site.....	16
<b>D / PENALITES.....</b>	<b>17</b>

## **A/ Dispositions générales**

### **I. Objet**

Le marché a pour objet l'entretien et la maintenance de l'ensemble des ascenseurs et monte-charges installés dans les locaux de Le Mans Université.

Les installations à entretenir sont situées :

- |                     |   |
|---------------------|---|
| - Campus Du Mans    | Avenue Olivier Messiaen<br>72000 Le Mans      |
| - IUT du Mans       | Avenue Olivier Messiaen<br>72000 Le Mans      |
| - IUT de Laval      | Rue des Drs Calmette et Guérin<br>53000 Laval |
| - INSPE Le Mans     | 11 Boulevard Pythagore<br>72000 Le Mans       |
| - INSPE/Droit Laval | 3 rue Georges Charpak<br>53810 Laval          |

La liste et les caractéristiques des équipements à entretenir sont données dans l'annexe 1. Cette liste est évolutive au cours du marché en fonction des travaux de grande ampleur réalisés sur Le Mans Université.

Le titulaire est responsable du bon fonctionnement des installations de façon permanente **24h/24 et 7 jours sur 7.**

### **II. Textes applicables**

Les principaux textes applicables sont listés ci-dessous.

- Code de la construction et de l'habitation : [L.125-1 à L.125-2-4](#) et R134-6 à 134-13
- Décret n°2021-872 du 30/06/2021
- Arrêtés du 18.11.04 (JO du 28.11.04) relatifs :
  - [aux travaux de sécurité](#) à réaliser dans les installations d'ascenseurs modifié par l'[arrêté du 20.8.13](#) (JO du 29.8.13) et par l'[arrêté du 10.12.14](#),
  - [à l'entretien des installations d'ascenseurs](#),
  - aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs abrogé par l'[arrêté du 7.8.12](#) (JO du 15.8.12).
- [Arrêté du 13.12.04](#) (JO du 12.1.05) relatif aux critères de compétence des personnes réalisant des contrôles techniques dans les installations d'ascenseurs modifié par arrêté du 15.6.05 (JO du 22.7.05)
  - [Arrêté du 7.8.12](#) (JO du 15.8.12) relatif aux contrôles techniques à réaliser dans les installations d'ascenseurs abrogeant l'[arrêté du 18.11.04](#) (JO du 28.11.04) relatif aux travaux

de sécurité à réaliser dans les installations d'ascenseurs et modifié par l'arrêté du 20.8.13 (JO du 29.8.13)

Cette liste est non exhaustive

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et d'une manière générale de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité.

### **III. Aide technique**

Le prestataire apportera ses connaissances à Le Mans Université afin d'assurer un suivi **technique et réglementaire**.

Le prestataire informera l'Université de toutes **modifications réglementaires et de l'impact éventuel engendré sur les installations**.

## **B/ MAINTENANCE DES INSTALLATIONS**

### **I. Généralités**

Le titulaire du marché est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents du marché et avoir effectué obligatoirement une visite sur site (Laval et Le Mans) des différentes installations à entretenir.

Le titulaire est censé avoir émis toutes les réserves lors de la remise de l'offre. Il doit prendre en charge les installations telles qu'elles sont et déclare être informé de la constitution des bâtiments et de la consistance des installations dont il doit assurer l'entretien.

Les installations sont réparties dans des établissements recevant du public et sont listées en annexe du CCTP.

### **II. Obligation et responsabilités du prestataire**

La prise en charge des prestations définies dans le présent document constitue un contrat **avec obligation générale de résultats** et de conseils vis-à-vis de Le Mans Université.

Le titulaire accepte de prendre en charge l'exploitation et la maintenance des installations dans les conditions et selon les obligations figurant dans le présent marché.

Les objectifs de résultat consistent à garantir :

- **La continuité de service,**
- Les conditions de sécurité imposées par la réglementation
- Le maintien dans la durée du contrat des performances de fonctionnement à un niveau optimal,
- La précision des réglages techniques sur les installations

Il appartient au titulaire de compléter si nécessaire les moyens minimaux qu'il définira dans son projet d'organisation pour répondre à ses obligations de résultats.

Un accès à un extranet sera proposé au client pour suivi à distance de son parc d'appareils (suivi des appareils, des devis, des interventions, des travaux effectués...).

Le titulaire aura l'obligation de mettre à disposition un technicien connaissant les appareils lors des vérifications annuels et quinquennales réalisées par le bureau de contrôle mandaté par Le Mans Université.

### **1) Astreinte**

Le prestataire maintiendra une permanence téléphonique 24h/24 où il sera possible d'appeler un agent susceptible d'intervenir pour procéder à tout dépannage, et si nécessaire mettre l'installation en sécurité, et ce 7j/7. Une confirmation par mail de la prise en compte de dépannage sera transmise dans les 5 minutes suivant l'appel.

### **2) Etats des lieux – Remise du matériel et équipement**

#### **Etat des lieux :**

A l'attribution du marché, un état des lieux initial et contradictoire de l'installation doit être dressé entre Le Mans Université, le futur titulaire et le titulaire sortant. Si le titulaire sortant est renouvelé alors l'état des lieux aura lieu entre Le Mans Université et ce titulaire.

Ce document sera annexé au contrat de maintenance et comportera les caractéristiques de base de l'installation ainsi que les observations afférentes. Cette visite initiale ne pourra servir de réserve sur les installations. En effet le titulaire sera réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des documents et s'être rendu sur les divers lieux à entretenir. Il sera donc censé avoir émis toutes les réserves lors de la remise de l'offre.

#### **Remise des installations.**

Le titulaire s'engage à laisser, en fin de marché, les installations en bon état de fonctionnement de propreté et de sécurité.

La remise des installations à la date échéance du contrat sera constatée par un état des lieux sortant contradictoire.

L'état des lieux contradictoire sera réalisé, en présence du futur titulaire du marché et du titulaire sortant le cas échéant, dans le courant **du dernier mois**, avant la date d'échéance du contrat sur l'initiative du titulaire sortant, qui informera le Mans Université de la date retenue. Il sera transmis à Le Mans Université avant la date d'échéance du marché.

**Ces visites contradictoires sont obligatoires.**

### **3) Etude de sécurité**

Le titulaire devra se soumettre aux dispositions des articles R4543-2 à R4543-11 du code du travail relatif à l'étude de sécurité spécifique.

L'étude de sécurité sera remise impérativement dans les 6 semaines suivant la prise d'effet du marché conformément à l'article R4543-2 du code du travail.

Cette étude sera réalisée par le titulaire selon la réglementation en vigueur.

Ce dossier détaillera les risques mais aussi les actions à mettre en œuvre afin de les éliminer ou de les limiter

Le titulaire intégrera dans ses prestations la réalisation de toutes les études de sécurité nécessaires au cours du marché.

#### **4) Rapport annuel d'activité**

Le titulaire remettra au **plus tard le 15 janvier de chaque année civile**, le rapport annuel d'activité de l'année écoulée.

Ce rapport comprendra au minimum les récapitulatifs suivants :

- La liste des opérations de maintenances effectuées au cours de l'année
- Les interventions techniques effectuées au cours de l'année
- Les travaux et des réparations effectués au cours de l'année
- Les travaux de modernisation à prévoir (plan pluriannuel)

Le respect des objectifs se traduit par :

- un taux de disponibilité des installations
- un taux de défaillance faible après réparation (pas plus de 2 pannes sur le même organe dans le mois et pas plus de 5 sur le même organe dans l'année),
- la rapidité et le respect des délais des interventions
- la rapidité de remise en fonctionnement.

Le candidat fournira un mémoire justificatif décrivant précisément ses prestations et ses engagements afin de répondre à tous les articles du présent CCTP.

### **III. Définition des prestations**

La maintenance des ascenseurs et monte-charge est décomposée en 2 types :

- la maintenance préventive correspondant aux interventions programmées
- la maintenance corrective correspondant aux pannes et réparations.

Le candidat intégrera au mémoire justificatif la description précise des prestations effectuées sur les installations faisant l'objet du présent marché.

**Un programme annuel indicatif des interventions de maintenances sera transmis à l'Ingénieur Santé et Sécurité au Travail de Le Mans Université dans le mois suivant la notification du marché et dans le mois suivant la date anniversaire du contrat.**

Les interventions qui relèvent de la maintenance corrective ont pour objet la remise en état de fonctionnement des matériels ou équipements à la suite d'une défaillance, d'une dégradation, ou d'une anomalie de fonctionnement des installations.

Le titulaire du marché intégrera dans ses éléments de réponses les pièces comprises dans le type de contrat retenu.

Le dégagement des personnes bloquées doit être prévu **24h/24 et ce 7jours/7**.

### **1) Prestations minimales**

Le titulaire effectuera les opérations minimales d'entretien selon les dispositions de l'article R134-6 dont :

Opérations et vérifications périodiques :

- a) Une visite toutes les six semaines en vue de surveiller le fonctionnement de l'installation et effectuer les réglages nécessaires ;
- b) La vérification toutes les six semaines de l'efficacité des serrures des portes palières et, s'il y a lieu, des dispositifs empêchant ou limitant les actes portant atteinte au verrouillage des portes palières ;
- c) L'examen semestriel du bon état des câbles et la vérification annuelle des parachutes ;
- d) Le nettoyage annuel de la cuvette de l'installation, du toit de cabine et du local des machines ;
- e) La lubrification et le nettoyage des pièces ;

Opérations occasionnelles :

- a) La réparation ou le remplacement, si elles ne peuvent pas être réparées, des petites pièces de l'installation présentant des signes d'usure excessive ;
- b) Les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil qu'aura repérés le contrôle technique mentionné à l'article [R. 134-14](#) ;
- c) En cas d'incident, les interventions pour dégager des personnes bloquées en cabine ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normal de l'ascenseur. En outre, lorsque des pièces importantes de l'installation, autres que celles mentionnées au a du 2°, sont usées, le propriétaire fait procéder à leur réparation ou à leur remplacement si elles ne peuvent pas être réparées.

I.- Le propriétaire passe un contrat d'entretien écrit avec une entreprise dont le personnel chargé de l'entretien doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à la section VI du chapitre III du titre IV du livre V de la quatrième partie du code du travail. Le contrat d'entretien comporte les clauses minimales suivantes :

- a) L'exécution des obligations prescrites à l'article R. 134-6, exception faite de son dernier alinéa ;
- b) La durée du contrat, qui ne peut être inférieure à un an, les modalités de sa reconduction ou de sa résiliation. La clause de résiliation indique les manquements graves de l'une ou l'autre des parties donnant lieu à la résiliation de plein droit du contrat. Elle fixe également les conditions permettant de résilier le contrat, moyennant un préavis de trois mois, lorsque des travaux importants, tels que définis au II, sont réalisés par une entreprise différente de celle titulaire du contrat ;
- c) Les conditions de disponibilité et de fourniture des pièces de rechange, et l'indication du délai garanti pour le remplacement des pièces mentionnées au a du 2° de l'article R. 134-6 ;
- d) Les conditions de constitution du carnet d'entretien et de communication de son contenu au propriétaire ;
- e) Les garanties apportées par les contrats d'assurances de l'entreprise d'entretien ;

- f) Les pénalités encourues en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations contractuelles ainsi que les modalités de règlement des litiges ;
- g) Les conditions et modalités de recours éventuel à des sous-traitants ;
- h) Les conditions dans lesquelles peuvent être passés des avenants ;
- i) La formule détaillée de révision des prix ;
- j) Les modalités d'information et de communication permettant la présence d'un représentant du propriétaire en vue de tout échange d'informations utiles lors des visites régulières du technicien d'entretien ;
- k) Les modalités de mise à disposition du personnel compétent pour accompagner le contrôleur technique mentionné à l'article R. 134-12 pendant la réalisation du contrôle technique obligatoire.

La description, établie contradictoirement, de l'état initial de l'installation ainsi que le plan d'entretien sont annexés au contrat. Sur demande du propriétaire, le contrat fixe également les conditions pour que soit établie une description de l'état final de l'installation dans les deux mois précédant l'échéance du contrat ou sa résiliation. Lors de la signature du contrat, le propriétaire remet à l'entreprise chargée de l'entretien la description des caractéristiques de l'ensemble de l'installation, les éléments mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article R. 134-8, ainsi que la notice des instructions nécessaires à l'exécution des tâches d'entretien. A défaut, l'entreprise élabore cette notice. En fin de contrat, la notice d'instructions est remise au propriétaire ainsi que tous les éléments mentionnés aux 1°, 2° et 3° de l'article R. 134-8 qui ont été fournis au prestataire d'entretien par le propriétaire.

II.- Les travaux importants sur les installations d'ascenseurs désignés au b du I comprennent l'un au moins des travaux suivants :

- le remplacement complet de la cabine ;
- la modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine
- la modification du nombre ou de la situation des niveaux desservis, ou l'adjonction d'une ou de plusieurs portes palières ;
- le remplacement de l'ensemble des portes palières ;
- le remplacement de l'armoire de commande ;
- pour les ascenseurs électriques à adhérence, le remplacement du groupe de traction ;
- pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
- la modification du système d'entraînement, telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau, l'adjonction de variateur de vitesse ;
- l'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence.

III.- Les visites, opérations et interventions effectuées en exécution du contrat d'entretien font l'objet de comptes rendus dans un carnet d'entretien tenu à jour, établi sous forme d'un registre physique ou électronique suivant le choix du propriétaire. En outre, l'entreprise remet au propriétaire un rapport annuel d'activité auquel est annexé le contenu du carnet d'entretien lorsque celui-ci est établi sous forme électronique.



IV.- Les modalités d'application de l'article R. 134-6 et du présent article sont précisées par arrêté du ministre chargé de la construction.

- le dépannage et entretien, incluant les fournitures et remplacement des éléments suivants

**Cabine :**

- boutons de commande, y compris leur signalisation lumineuse et sonore,
- paumelles de portes, contacts de porte,
- ferme porte automatique de porte battante,
- coulisseaux de cabine, y compris garnitures, galets de suspension et contacts de porte,
- interface usager d'appel de secours (boutons avec leurs signalisations, haut-parleur),
- dispositif mécanique de réouverture de porte.
- les dispositifs de sécurité de seuil et de sécurité d'entrée de cabine

**Paliers :**

- ferme porte automatique de porte battante,
- serrures,
- contacts de porte, paumelles de porte, galets de suspension, patins de guidage des portes,
- boutons d'appel, y compris voyants lumineux,
- contrepoids ou ressort de fermeture des portes palières.

**Machinerie :** balais du moteur et tous fusibles.

**Gaine :** coulisseaux de contrepoids

**Eclairage :** ampoule à incandescence, halogène et tubes néons cabine, machinerie et gaine, ainsi que l'éclairage de secours (lampes, batteries, piles et accumulateurs).

Le titulaire effectuera également occasionnellement

- la réparation ou le remplacement si elles ne peuvent être réparées des petites pièces de l'installation présentant des signes d'usures excessive :
  - les mesures d'entretien spécifiques destinées à supprimer ou atténuer les défauts présentant un danger pour la sécurité des personnes ou portant atteinte au bon fonctionnement de l'appareil repérés par le contrôle technique,
- En cas d'incident, les interventions pour dégager les personnes bloquées en cabine ainsi que le dépannage et la remise en fonctionnement normale des équipements

Le titulaire assurera également :

- la tenue à jour du carnet d'entretien physique et électronique,
- la rédaction d'un rapport semestriel.
- la rédaction d'un rapport annuel d'activité auquel est annexé le contenu du carnet d'entretien si ce dernier est établi sous forme électronique.
- une analyse des rapports de vérifications émis par l'organisme de contrôle suites aux vérifications périodiques.

## **2) Prestations étendues**

Les prestations étendues comprennent notamment :

- la désincarcération des personnes,
- les essais et entretiens des systèmes d'alarme et de téléalarme.

Les systèmes d'alarme et de téléalarme devront être opérationnel **dans les 15 jours suivants la prise d'effet du marché.**

- les états des lieux entrant et sortant.
- l'accompagnement de l'organisme de contrôle lors des vérifications périodiques annuelles et lors du contrôle quinquennal.
- la mise en place et/ou le remplacement:
  - des plaques d'instruction de fonctionnement en cabine (condamnation visuelle et mécanique des systèmes non fonctionnels) dans le mois suivant la prise d'effet du marché,
  - des affichettes apposée sur le dormant de la porte de chaque étage et en cabine pour avoir les coordonnées du prestataire, dans la semaine suivant la prise d'effet du marché.

Les pièces comprises dans les prestations étendues seront présentées par le titulaire en amont du marché dans son mémoire.

- les interventions à la demande faisant l'objet de devis pour :
  - a) Le remplacement des pièces dégradées par vandalisme, par corrosion en ambiances spécifiques ou par accident indépendant de l'action d'entretien ;
  - b) Les interventions nécessitées par les travaux ou aménagements effectués par d'autres entreprises, qu'ils soient en rapport ou non avec l'ascenseur ;
  - c) Le nettoyage de l'intérieur de la cabine et de son ameublement, le nettoyage des vantaux et seuils de porte cabine et le nettoyage des parties vitrées, cabine et gaine ;
  - d) Les travaux de modernisation ou de mise en conformité de l'appareil avec les règlements applicables.

Le titulaire tiendra à jour au fil des interventions le carnet d'entretien physique et électronique.

**Toute absence de remise de document dans les délais fera l'objet de pénalités.**

## **3) Dispositif de téléalarme**

Les appareils sont tous pourvus de téléalarmes.

Le titulaire devra procéder à la reprogrammation des **téléalarmes sous un délai de 15 jours à la date de prise d'effets du marché** en se rapprochant du service gérant la téléphonie à le Mans Université.

Au besoin, le titulaire proposera une mise en conformité des dispositifs de téléalarme existants.

Les dispositifs de mise en conformité proposés devront répondre aux caractéristiques suivantes :

- Liaison phonique bidirectionnelle

- Identification automatique par le centre d'appel du prestataire de l'adresse d'où provient le secours
- Test cycliques de ligne pour garantir la fonctionnalité
- Boucle à induction pour les malentendants
- Transmetteur en cabine
- Bouton d'appel sur le toit de cabine.

Le matériel de téléalarme proposé devra être en protocole ouvert afin de pouvoir fonctionner avec les différents protocoles des différents prestataires de maintenance.

#### **4) Prestation hors opération de maintenance**

Pour les interventions faites à la demande, panne ou sinistre non compris dans le forfait de maintenance préventive, le titulaire présentera un devis chiffré, dans un délai de deux semaines suivant la visite de constatation de la panne, au Service Santé et Sécurité de Le Mans Université avant toute intervention.

Dans le cas d'une modernisation d'appareil, Le Mans Université se réserve le droit de faire appel à une entreprise tierce. Si un autre ascensoriste est retenu, il sera obligatoire de réaliser une passation entre les deux entreprises lors de la rédaction du procès-verbal de réception. Le titulaire devra se porter conseil pour Le Mans Université suite aux travaux réalisés.

### **IV. Modalités d'exécution des prestations**

#### **1) Horaires et délais**

Les délais demandés dans ce paragraphe sont les délais maxima admissibles. Il est demandé aux candidats de proposer des délais optimisés. En aucun cas les délais proposés ne pourront être supérieurs aux délais maxima définis ci-dessous.

**Les horaires :**

**Les jours et heures ouvrés s'entendent de 8h00 à 18h00 et ce du lundi au vendredi.**

**L'entretien préventif est effectué en priorité pendant les jours et heures ouvrés. Les dates et heures de chaque intervention sont fixées d'un commun accord entre Le Mans Université et le représentant du titulaire en fonction des activités du site et des exigences de l'entretien.**

Les dépannages sont assurés de **8h00 à 18h00 tous les jours de l'année** (dimanche et jours fériés inclus), à l'exception des interventions suivantes qui devront être assurés **24h/24h**

- les désincarcérations de personne
- intervention faisant suite à une défaillance due à une faute du titulaire
- intervention due à une situation mettant en jeu la sécurité des personnes et des biens.

Le titulaire devra fournir à Le Mans Université un moyen de suivi en temps réel du déroulé de l'opération (maintenance, dépannage, mise à l'arrêt, remise en service...).

#### **Les délais suite à demande d'intervention**

<b>Demande d'intervention ( 24h/24 et 7jours/7)</b>	<b>Délai d'intervention</b>
Usager bloqué en cabine	60 minutes à partir de la demande d'intervention
Mauvais fonctionnement mettant en jeu la sécurité des usagers	60 minutes à partir de la demande d'intervention
Panne ou mauvais fonctionnement	4h pour toute demande d'intervention entre 8h et 16h Avant 10h le lendemain pour toute demande d'intervention après 16h

#### **Les délais de remise en service.**

	<b>Délai de remise en service</b>
Intervention de dépannage (intervention ne nécessitant pas le remplacement de pièces)	4 heures à compter de l'arrivée sur site.
Intervention de réparation nécessitant le remplacement de petites pièces	2 jours
Intervention de réparation nécessitant le remplacement de grosses pièces	7 jours

**Les interventions de réparation nécessitant le remplacement de petites pièces concernent notamment : contacteur, cellules de portes, mâchoires de frein, transformateurs, roulement, temporisation, carte électronique (logique et temporisation), pivots de porte, galets et moteur opérateur... ;.**

Les interventions de réparation nécessitant le remplacement de grosses pièces concernent notamment : les portes cabines, les portes palières, moteur, treuil, limiteur de vitesse...)

En cas d'immobilisation d'un appareil, le titulaire apposera à chaque étage desservi un affichage sur l'équipement mentionnant son indisponibilité et la durée de cette indisponibilité. Le titulaire du marché informera immédiatement l'interlocuteur de la composante concernée et le service santé et sécurité au travail de cette immobilisation.

#### **Le devoir d'information.**

Préalablement à toute visite d'entretien ou intervention de dépannage, **le service Santé et sécurité et l'interlocuteur de la composante concernée** devra être informé de l'arrivée et du départ du prestataire.

Les visites, opérations et intervention effectuées en exécution du contrat d'entretien font l'objet de compte-rendu dans un carnet d'entretien, par équipement, tenu à jour, et établi sous forme d'un registre.

Le carnet d'entretien devra être présent sous forme physique en machinerie, reprenant toutes les informations et opérations effectuées. Il sera également présent sous forme électronique, accessibles, aux interlocuteurs de Le Mans Université afin de permettre un suivi.

Lors d'une intervention de dépannage, le titulaire doit mettre en œuvre une organisation permettant d'informer Le Mans Université au fur et à mesure du déroulement de l'intervention. L'information peut se faire via la transmission de message électronique.

En outre le titulaire du marché remet au Service Santé et Sécurité de Le Mans Université, **le 15 janvier de chaque année, un rapport annuel d'activité par équipement auquel est annexé le contenu du carnet d'entretien.**

**Toute absence de remise de document dans les délais cités fera l'objet de pénalités.**

## **2) Gestion des stocks**

Il n'est pas prévu la constitution et la gestion d'un stock de pièces détachées ou de rechange sur les sites de le Mans Université

Le titulaire s'engage à posséder dans ses magasins un stock permanent suffisant pour assurer le remplacement des matériels défectueux, y compris du gros matériel, **pour assurer la continuité et respecter les obligations de résultats.**

**En aucun cas, le titulaire ne peut arguer de difficultés d'approvisionnement pour justifier de dépassement des délais de réparations.**

## **3) Fournitures de consommables et pièce de rechange**

Le titulaire assurera la fourniture des ingrédients et consommables, à savoir :

- matériels et pièces de rechange,
- produits de graissage
- dégrippants, silicones, agents protecteurs,
- joints, circlips, visserie, boulonnerie,
- papier, ruban, registre, cahiers....
- huile,
- fusibles,
- voyants

## **4) Outillage**

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel l'outillage nécessaire courant ou spécialisé ainsi que les appareils de mesures et de contrôles.

## **5) Gestion des déchets**

Le titulaire a obligation d'évacuer tous les déchets générés lors de ses interventions. La gestion de ces déchets devra se faire conformément à la réglementation en vigueur.

Le Mans Université se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire de lui fournir une copie des bordereaux de suivi des déchets.

## **6) Accès au site**

Le titulaire s'engage à mettre à disposition un masque de protection type ABEK 1-P3 aux techniciens pour l'accès à la machinerie se situant en toiture du bâtiment Physique Chimie du campus du Mans. Un procès-verbal sera dressé à la prise de marché indiquant le nombre de clés et badges remis aux techniciens et agences. Le Mans Université se réserve le droit de demander un remboursement en cas de perte ou de casse des moyens d'accès. Le titulaire devra prévenir impérativement et au plus vite l'Université en cas de perte du badge.

## **V. Suivi de la maintenance**

Le titulaire mettra en place pour chaque appareil un carnet d'entretien physique et électronique qui reprendra les éléments suivants :

- date de visite,
- heure de départ et d'arrivée
- nom et signature de l'intervenant
- nature des observations, interventions, travaux, modification, remplacement de pièce effectués sur l'appareil au titre de l'entretien
- date et cause des incidents et réparations effectuées au titre du dépannage.
- détail de la prestation faite.

Le carnet d'entretien physique sera disposé dans le local machinerie.

A l'issue de chaque visite et quel qu'en soit le motif un bon de passage comprenant la date, le nom du technicien, l'objet et les interventions faites sera également remis au service santé et sécurité au travail.

Le bon de visite pourra être sous forme électronique.

Le titulaire transmettra au Service Santé et Sécurité au travail, en début de période contractuelle :

- le planning prévisionnel de maintenance pour l'année à venir,
- un inventaire complet du matériel en place
- un plan d'entretien

Le prestataire transmettra au Service Santé et Sécurité, en début de période contractuelle une proposition du planning des réunions de suivi de la prestation.

Ces réunions seront trimestrielles et permettront de faire un bilan sur :

- les actions de maintenance préventives et travaux effectués dans le cadre de la maintenance,
- les difficultés rencontrées,
- les travaux réalisés et à réaliser,
- les évolutions réglementaires
- les interventions (nombre de panne, de déblocage)
- les travaux effectués dans le cadre des demandes complémentaires.

Le titulaire se devra de lever les observations des rapports de contrôle et d'audit dans un délai maximum de 6 mois après transmissions du rapport. Tout retard fera l'objet de pénalité.

## **VI. Règles de sécurité**

### **1) Règles de sécurité**

#### **Matériels :**

Les matériels appartenant au titulaire ou mis à disposition par Le Mans Université doivent être tenus en bon état de marche et sont régulièrement contrôlés.

#### **Biens :**

Toutes précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagement ne soit pas altéré par des opérations de maintenance.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler tout appareil se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché.

#### **Personnes :**

Les agents du titulaire du marché devront porter un insigne ou un badge ou une tenue permettant d'identifier clairement l'entreprise.

Le titulaire du marché doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières applicable à Le Mans Université et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Il devra informer sans retard le responsable de toute anomalie susceptible d'entraîner des détériorations des installations ou de mettre en cause la sécurité.

#### **Assurance :**

Le titulaire du contrat d'entretien assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de ses prestations peut causer dans la limite de ses obligations contractuelles :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, à ceux de l'Université ou à ceux de tiers.

L'entreprise doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'elle peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers et à Le Mans Université à l'occasion des interventions.

Elle doit produire, à toute demande du représentant de Le Mans Université, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie, ainsi que la franchise si elle existe.

Les factures d'entretien doivent mentionner les références de la police d'assurance souscrite par l'entreprise d'entretien et ses dates de prise d'effet et d'expiration.

Pour la sous-traitance partielle ou totale du contrat d'entretien, l'accord préalable écrit de l'université est nécessaire et dans ce cas, la responsabilité de l'entreprise reste entière pour les travaux sous-traités.

## **2) Plan de prévention**

Les prescriptions relatives à l'hygiène et la sécurité sont appliquées conformément au décret n° 92-158 du 20 février 1992.

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, l'application des dites dispositions relevant totalement de la responsabilité du titulaire.

Un plan de prévention sera établi dès la mise en place du marché et remis à jour aussi souvent que nécessaire.

Les modes opératoires des interventions seront annexés au document.

## **C / PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **I. Personnel affecté sur site**

Le titulaire du marché remet au représentant de Le Mans Université, la liste du personnel d'intervention et de remplacement affectés sur les sites.

Le personnel de l'entreprise doit avoir reçu une formation appropriée dans les conditions prévues à l'article 9 du décret n°95-826 du 30 juin 1995 de façon à posséder toutes les qualifications et habilitations requises pour l'exécution des tâches qui lui sont confiées, y compris les formations relatives à l'amiante.

Le personnel devra être équipé de dispositif d'alerte permettant de faire face à la situation de travailleur isolée. En l'absence de dispositif, une organisation sera mise en place par le titulaire du marché.

Le contrat est placé sous la continuité d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de Le Mans Université.



## D / PENALITES

Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire en cas de non respect des engagements contractuels comme décrit ci-dessous

<b>Défaut constaté</b>	<b>Pénalités (Toutes prestations confondues)</b>
Visite de maintenance préventive non réalisée dans les délais réglementaires	70 euros par jour de retard et par appareil non vérifié
Non remise des documents prévus au CCTP dans les délais prévus (planning des réunions, étude de sécurité, rapport annuel, planning prévisionnel de maintenance, bons d'intervention, planning prévision réunions ... ;)	100 euros par jours calendaire de retard et par appareil
Non remise des rapports annuels	100 euros par jours calendaire de retard et par appareil
Délai d'intervention décrit précédemment non respecté <ul style="list-style-type: none"> <li>- Supérieur à 15 minutes dans le cas d'une demande pour personne bloquée</li> <li>- Supérieure à 30 minutes dans le cas d'une demande de dépannage</li> </ul>	50 euros par tranche de 15 minutes  50 euros par tranche de 30 minutes
Délai de remise en service décrit précédemment non respecté	150 euros par jour calendaire de retard
Non respect du taux de défaillance	50 euros par panne supplémentaire.
Perte ou casse d'un moyen d'accès	50 euros par moyen d'accès perdu ou cassé
Délai de levée des observations des rapports de contrôle décrit précédemment non respecté	25 euros par réserve par jour de retard
Non port d'un vêtement (tee shirt, veste, polo, casquette...) floqué au nom de l'entreprise	100 euros par agent par jour d'absence du vêtement
Non réponse ou non intervention dans les délais prévus suite à un appel d'astreinte	2000 euros par non réponse et/ou non intervention par appareil
Fautes graves et résiliation de contrat	Voir paragraphe ci-dessous

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

### Fautes graves et résiliation de contrat

Il sera appliqué au titulaire une pénalité pour faute grave, si la faute commise est de nature à fausser ou à paralyser l'efficacité des organes de sécurité essentiels tels que : serrure de

portes, dispositifs de verrouillage des portes palières, gardes pieds, parachutes, bouton d'arrêt d'urgence, dispositif anti-patinage hors de service en cas d'absence de fin de course, **non fonctionnement de la téléalarme**, cellule photoélectrique et bord mécanique sensible.  
**Cette pénalité sera de 1000 euros HT par équipement concerné.**

Par ailleurs en cas de fautes graves répétées, le contrat pourra être résilié de plein droit.

Le contrat pourra également être résilié moyennant un préavis de trois mois lorsque des travaux importants sont réalisés par une entreprise différente de celle titulaire du contrat.

Les travaux importants comprennent au moins un des travaux suivants :

- remplacement complet de cabine,
- modification du nombre ou de la disposition des faces d'accès à la cabine,
- modification du nombre ou de la situation des niveaux desservies, ou adjonction d'une ou plusieurs portes palières,
- remplacement de l'ensemble des portes palières,
- remplacement de l'armoire de commande,
- pour les ascenseurs électriques à adhérence, remplacement du groupe de traction,
- pour les ascenseurs hydrauliques, le remplacement complet de la centrale ou du vérin ;
- la modification du système d'entraînement telle que la modification du contrôle de l'arrêt et du maintien à niveau, de l'adjonction de variateur de vitesse ;
- l'adjonction d'un dispositif de protection contre la vitesse excessive de la cabine en montée pour les ascenseurs électriques à adhérence.

**Dressé par :**

Monsieur le Président de Le Mans Université

**Lu et approuvé**

**Le :**

**(signature)**

## Annexe 1

### Ascenseurs

Bâtiment	Type d'appareil	Marque	Numéro	Mise en service	Type d'entraînement	Charge utile (Kg)	Nombre de niveaux desservis
<b>CAMPUS DU MANS</b>							
<b>Secteur 1 - UFR Lettres et Droit</b>							
Enseignement Lettres	Ascenseur	THYSSEN / SORETEX	358707	1994	Electrique à adhérence	1000	4
Administration Lettres	Ascenseur	ORONA	360579	2019	Electrique à variation de fréquence	630	3
MSH	Ascenseur	Thyssen	358708	2016	Electrique	630	2
Thémis	Ascenseur	SCHINDLER	358714	1993	Electrique à adhérence	630	4
Mercure	Ascenseur	SCHINDLER	358713	1994	Electrique à adhérence	1000	3
Gide	Ascenseur	CFA	358715	1995	Vérin Hydraulique	630	2
SFC	Ascenseur	SORETEX	358709	1991	Hydraulique	630	4
ENSIM	Monte handicapé	CFA	358710	1997	Vérin hydraulique	252	2

Bâtiment	Type d'appareil	Marque	Numéro	Mise en service	Type d'entraînement	Charge utile (Kg)	Nombre de niveaux desservis
<b>Secteur 3 - UFR Sciences</b>							
Physique Chimie	Monte-charge	MISTRAL	358700	2023	Electrique	600	6
Physique Chimie droit	Ascenseur	CFA	358698	1998	Electrique	450	5
Physique Chimie gauche	Ascenseur	CFA	358699	1998	Electrique	450	5
IAM	Ascenseur	THYSSEN	358704	1998	Electrique à adhérence	630	5
Administration Sciences	Ascenseur	SODIMAS	358701	1993	Electrique à adhérence	1000	4
STAPS	Ascenseur	CFA	358706	2005	Hydraulique	630	3
Sciences Naturelles	Monte-charge	SORETEX	358702	2008	Electrique à adhérence	630	4
IC2	Ascenseur	SCHINDLER	358703	1996	Electrique	630	3
Annexe SUAPS	Ascenseur	SORETEX	358718	1966	Electrique à adhérence	500	2
Maison de l'Université	Ascenseur	SCHINDLER	358712	1994	Vérin Hydraulique	630	4
BU centrale	Ascenseur	THYSSEN	358716	1999	Electrique à adhérence	1000	5
BU Belon	Ascenseur	SCHINDLER	358717	2003	Electrique	1000	3
EVE	Ascenseur	THYSSEN	358721	2010	Electrique à adhérence	630	2
IRA département math	Ascenseur	OTIS	358705	2012	Electrique	630	4
CIEL	Ascenseur	ORONA	358720	2013	Electrique	630	2

Bâtiment	Type d'appareil	Marque	Numéro	Mise en service	Type d'entraînement	Charge utile (Kg)	Nombre de niveaux desservis
<b>Secteur 2 - IUT LE MANS</b>							
Administration	Ascenseur	KONE	358727	2004	Electrique	630	6
Chimie/GMP	Ascenseur	OTIS	358725	1995	Hydraulique	650	5
Mesures Physiques	Ascenseur	CFA	358724	1993	Hydraulique	630	3
GEA	Ascenseur	CFA / OTIS	358723	1999	Hydraulique	630	3
ETN@	Monte-handicapé	VIMEC	358719	2004	Hydraulique	300	2
<b>CAMPUS IUT LAVAL</b>							
Administration	Ascenseur	ORONA	358731	2004	Electrique	630	2
Bâtiment MMI	Ascenseur	SODIMAS	358732	1996	Electrique	630	2
Bâtiment TC	Ascenseur	THYSSEN	358729	1993	Electrique	630	2
Bâtiment GB	Ascenseur	THYSSEN	358730	1993	Electrique	1000	3
Bâtiment Informatique	Ascenseur	Schindler	358728	2012	Electrique	630	3
<b>INSPE</b>							
INSPE Le mans	Ascenseur	THYSSEN	358722	2009	Electrique	630	3
INSPE / Droit Laval	Ascenseur	ORONA	360150	2018	Electrique	630	2